

AMNESTY INTERNATIONAL ÉF-AI
Index AI : AISI 21/53/94

DOCUMENT EXTERNE
Londres, le 15 novembre 1994

INDONÉSIE ET TIMOR ORIENTAL

Le mouvement de protestation du 12 novembre 1994

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni, sous le titre **INDONESIA & EAST TIMOR: The 12 November Protests**. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par **LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉF-AI** - décembre 1994.

Pour toute information complémentaire veuillez vous adresser à :

Depuis le 12 novembre 1994, une douzaine au moins de Timorais de l'Est ayant manifesté pacifiquement en faveur de l'indépendance sont détenus à Djakarta par les forces de sécurité indonésiennes. Ils pourraient être torturés ou subir des mauvais traitements et certains d'entre eux risquent d'être ensuite incarcérés et de devenir des prisonniers d'opinion. Les 29 manifestants qui ont pénétré dans l'enceinte de l'ambassade américaine à Djakarta le 12 novembre et qui y sont toujours en date du 15 novembre, pourraient partager le même sort lorsqu'ils quitteront l'enceinte de l'ambassade. Par ailleurs, au moins 16 Timorais de l'Est, et peut-être beaucoup plus, arrêtés à la suite des émeutes et des affrontements avec les forces de sécurité qui ont eu lieu entre le 12 et le 15 novembre 1994 à Dili, capitale du Timor oriental, risquent également d'être torturés et maltraités.

Ces craintes se fondent sur le fait que la torture et les mauvais traitements infligés par les forces de sécurité aux militants indépendantistes du Timor oriental constituent une pratique bien établie. Depuis 1990, des milliers de Timorais de l'Est, des jeunes pour la plupart, ont été détenus sans inculpation par la police et l'armée indonésiennes – pendant des périodes allant de quelques jours à plusieurs mois – en raison de leurs activités politiques réelles ou présumées. Un grand nombre d'entre eux ont été détenus au secret et ont été torturés ou maltraités par leurs geôliers, qui voulaient leur soutirer des aveux ou des renseignements d'ordre politique. Pas moins de 30 Timorais de l'Est purgent actuellement, en raison de leurs activités non violentes en faveur de l'indépendance, des peines pouvant aller jusqu'à la détention à perpétuité.

Les déclarations de responsables militaires et gouvernementaux indonésiens au cours des jours qui ont suivi l'occupation de l'ambassade américaine ont renforcé les craintes d'Amnesty International en ce qui concerne la sécurité et le sort des personnes arrêtées. En effet, les autorités ont accusé les manifestants d'avoir voulu ternir l'image du pays et d'avoir cherché la popularité en organisant leur manifestation pendant la réunion des chefs de gouvernement des pays membres de l'Asie Pacifique Economic Cooperation (APEC, Coopération économique des pays d'Asie-Pacifique). Le 13 novembre, le commandant militaire de l'agglomération de Djakarta, le général de division Hendropriyono, a déclaré que les manifestants timorais de l'Est n'avaient « aucun patriotisme et aucun scrupule au moment où leur pays accueille un événement international »¹. Dans le passé, de telles accusations avaient conduit au jugement et à l'emprisonnement de manifestants timorais pacifiques. Par exemple, les Timorais de l'Est accusés d'avoir « terni l'image du pays » en organisant des manifestations pacifiques après le massacre de Santa Cruz sont actuellement en prison, certains d'entre eux ayant été condamnés à la détention à perpétuité.

¹Reuter, le 13 novembre 1994.

Les manifestations et arrestations dont il est question ici ont eu lieu à la veille de l'arrivée à Djakarta du président des États-Unis, Bill Clinton, pour une réunion des chefs de gouvernement des pays membres du forum Asie Pacifique Economic Cooperation (APEC, Coopération économique des pays d'Asie-Pacifique). Ces événements se sont également déroulés le jour du troisième anniversaire du massacre de Santa Cruz, au cours duquel 270 personnes avaient été tuées par les forces de sécurité au Timor oriental. Les manifestants protestaient aussi contre la ruerudescence des violations graves des droits de l'homme à l'encontre de détracteurs du gouvernement, de syndicalistes et des groupes sociaux marginalisés, qui a précédé le sommet de l'APEC. De plus amples renseignements sur ces violations sont fournis dans le rapport d'Amnesty International intitulé Indonésie. "Opération nettoyage" : droits de l'homme et sommet de l'APEC, publié en novembre 1994.

1. Le mouvement de protestation du 12 novembre

Le 12 novembre au matin, une trentaine d'étudiants timorais de l'Est ont cherché à pénétrer dans les locaux de l'ambassade des États-Unis à Djakarta. Ils ont escaladé le mur fermant le périmètre diplomatique sans que les policiers ne parviennent à les en empêcher. Amnesty international a obtenu une liste sur laquelle figuraient les noms de 66 personnes qui voulaient prendre part à cette manifestation. Seules 29 d'entre elles ont réussi à pénétrer dans l'ambassade américaine. Au moins 35 personnes auraient été arrêtées avant de pouvoir entrer dans l'ambassade.

Une fois dans l'enceinte de l'ambassade, les 29 étudiants ont déroulé des banderoles, en anglais et en portugais, sur lesquelles ils demandaient au président des États-Unis d'user de son influence pour obtenir la libération du chef de la résistance au Timor oriental, Xanana Gusmão, la participation de ce dernier aux pourparlers de paix et la tenue d'un référendum sur l'avenir politique du Timor oriental. Dans une déclaration écrite, les manifestants affirmaient qu'ils souhaitaient rencontrer le président Clinton – qui est arrivé à Djakarta dans la soirée du 13 novembre – et le secrétaire d'État

Warren Christopher, afin de leur faire part de leurs préoccupations en matière de politique et de droits de l'homme.

Après avoir déclaré, dans un premier temps, que les manifestants seraient encouragés à partir, des responsables de l'ambassade américaine ont affirmé que le groupe était autorisé à rester et leur ont fourni, entre autres, de la nourriture. Le 14 novembre, le Président Clinton a déclaré aux journalistes que le gouvernement américain «... ne voyait pas d'inconvénients à ce que des jeunes viennent exprimer leur point de vue dans l'enceinte de l'ambassade.» Il a ajouté : « Nous avons discuté et travaillé avec eux ».² Cependant, le mardi 15 novembre en fin de journée, les manifestants n'avaient toujours pas pu parler avec le président Clinton. Il semble qu'ils aient refusé l'offre qui leur était faite de discuter avec l'ambassadeur américain. Ils auraient déclaré que si leur demande de rencontrer le président n'était pas satisfaite, ils pourraient être contraints de demander l'asile politique. Un porte-parole du groupe, Fernando Sarmiento Alves, a en effet déclaré aux journalistes : « Si aucun fait positif n'intervient, nous prendrons des mesures plus radicales, en demandant notamment l'asile politique ».³ Selon des informations ultérieures, le groupe pourrait être prêt à accepter de rencontrer le président indonésien Suharto ou le ministre indonésien des Affaires étrangères, Ali Alatas, au lieu du président Clinton.

²Reuters, le 14 novembre 1994

³Reuters, le 14 novembre 1994

Des membres de la Commission nationale des droits de l'homme – nommée par le gouvernement –, qui ont rencontré le groupe de manifestants à l'ambassade le 13 novembre, ont affirmé que huit des 29 jeunes étaient prêts à quitter l'ambassade s'ils pouvaient avoir la garantie qu'ils ne seraient pas arrêtés.

La Commission n'aurait pas réussi à obtenir une telle garantie et, à la fin de la journée du 15 novembre, les 29 manifestants se trouvaient toujours dans l'enceinte de l'ambassade.

Arrestations à Djakarta et dans d'autres villes

Entre 35 et 50 Timorais de l'Est auraient été arrêtés à Djakarta peu avant et après l'occupation de l'ambassade, mais on ne connaît pas avec précision leur nombre exact, leur identité ni leur sort. Le 15 novembre, les proches et les observateurs locaux de la situation des droits de l'homme, n'avaient pu identifier précisément qu'une douzaine d'entre eux et des incertitudes persistaient quant au lieu de leur détention.

Étant donné que l'on ne sait pas avec précision où sont détenues les personnes arrêtées, Amnesty International craint que celles qui se trouvent en garde à vue ou aux mains de l'armée ne soient pas autorisées à consulter un avocat ou subissent des tortures ou des mauvais traitements. L'Organisation craint également que les manifestants considérés comme les "meneurs" ne soient jugés et condamnés à des peines d'emprisonnement pour leurs activités politiques pacifiques.

Environ 35 Timorais de l'Est – des étudiants de Surabaya et de Malang pour la plupart – auraient été arrêtés à Djakarta-Est, le 12 novembre au matin, avant d'avoir pu atteindre l'ambassade américaine. Certains d'entre eux auraient été libérés dans la journée, après avoir été interrogés, mais les autres seraient toujours détenus le 15 novembre. Parmi ceux qui n'ont pas été libérés, se trouvent : Francisco Honorio Sarmiento et Samuel Lekki, deux étudiants de Malang ainsi que [João] Quintiliano Mario Neto Mok, âgé de 27 ans.

Selon certaines informations, des membres de ce groupe ont été d'abord placés en garde à vue puis transférés au Badan Koordinasi Stabilitas dan Keamanan Nasional Daerah (Bakorstanasda, quartier général régional de l'Agence de coordination du maintien de la stabilité nationale) de Djakarta. Ces informations renforcent les inquiétudes d'Amnesty International en ce qui concerne l'éventualité de tortures ou de mauvais traitements. En effet, en septembre 1994, quatre hommes arrêtés par les forces de sécurité pour avoir lâché des ballons portant des messages en faveur de la démocratie avaient été torturés au Bakorstanasda. Ils avaient reçu des décharges électriques, des coups et des menaces de mort en présence de hauts responsables du service de renseignements militaires.

Les autorités militaires ont déclaré à un membre de la Commission nationale des droits de l'homme et à un autre observateur indépendant, qui se sont rendus au Bakorstanasda le 15 novembre, qu'il n'y avait aucun Timorais de l'Est dans ces locaux et que les détenus venant de la province de Java orientale avaient été libérés et renvoyés chez eux. Le 15 novembre, des responsables de la police ont annoncé que 69 Timorais de l'Est avaient été renvoyés chez eux dans la province de Java orientale.

Cependant, des observateurs indépendants des droits de l'homme ont déclaré que, le 15 novembre à

8 heures – soit trois jours après leur arrestation – aucune des personnes arrêtées n'était revenue à son domicile et que le sort de la plupart d'entre elles demeurerait inconnu.⁴ Le 15 novembre, un porte-parole de la police à Djakarta aurait déclaré : « Nous ne savons pas où ils sont »⁵. Cette incertitude sur leur sort fait craindre qu'ils ne se trouvent en fait toujours en garde à vue à Djakarta ou dans la province de Java orientale. Des observateurs indépendants des droits de l'homme ont émis l'hypothèse selon laquelle ils seraient toujours aux mains de la police locale à Surabaya ou à Malang.

⁴Amnesty International a obtenu le nom de 12 Timorais de l'Est de Malang qui n'ont pas été arrêtés et sont passés dans la clandestinité.

⁵Reuter, le 15 novembre 1994.

Valerio José Trindade, ouvrier originaire du Timor oriental et vivant à Djakarta, fait partie des personnes interpellées le 12 novembre. Il a été arrêté par la police antiémeutes alors qu'il s'apprêtait à pénétrer dans l'enceinte de l'ambassade américaine et était interviewé par un journaliste étranger. On ignore où il se trouve et si des charges ont été retenues contre lui. Résidant à Djakarta, il n'a certainement pas été renvoyé dans la province de Java orientale avec les autres et se trouve probablement en garde à vue ou aux mains des militaires dans le centre de Djakarta.

Selon certaines informations, dans la journée du 12 novembre et au cours des jours qui ont suivi, les forces de sécurité auraient également arrêté à leur domicile au moins 11, et probablement plus, ouvriers et étudiants du Timor oriental, dans différents quartiers de Djakarta. Les motifs et le lieu de leur détention demeureraient inconnus le 15 novembre. Toutefois, il semble qu'ils aient été arrêtés en raison de leurs liens réels ou présumés avec ceux qui ont pénétré dans l'ambassade. Bien que ces informations n'aient pu être confirmées, on peut d'ores et déjà donner le nom de certaines personnes arrêtées à Djakarta ; il s'agit de : Armindo Lopes, Alberto, Paul, Armando, Elias, Eduardo, Fidelis, Albertino, Avelino Tilman, José Caiola da Sousa et Nelson Eduardo dos Santos.

Amnesty International a également reçu des informations selon lesquelles des Timorais de l'Est avaient été convoqués par les autorités militaires dans différentes villes dont Bandung (Java occidentale) et Denpasar (Bali), sans pour autant avoir été systématiquement arrêtés. Trois étudiants de Bandung ont ainsi été sommés de se présenter : Nelson E.S. Martin de l'université Universitas Pajajaran ; Homzen Gastao de l'Institut de technologie de Bandung et Lito Tilman. Ils auraient été emmenés de leur domicile par des soldats du KODAM (commandement militaire régional) de la province de Java occidentale (KODAM III/Siliwangi), le 14 novembre vers 14 heures. Selon des militants des droits de l'homme, les trois étudiants ont été conduits au quartier général du KODAM, où il leur a été demandé de signer une déclaration, au nom d'une organisation étudiante du Timor oriental, dans laquelle ils dénonçaient les actions du groupe ayant pénétré dans l'ambassade des États-Unis. Des cas similaires ont été signalés à Denpasar (Bali) : selon des informations non confirmées, depuis le 12 novembre, de nombreux étudiants Timorais de l'Est auraient été, eux aussi, sommés de se présenter aux autorités militaires. Deux étudiants – Horacio Gonçalves da Costa et Tede Branco – auraient été arrêtés par les militaires ; on ignore s'ils se trouvent encore aux mains de ces derniers.

Amnesty International demande aux autorités indonésiennes d'indiquer l'identité des personnes détenues en liaison avec le mouvement de protestation du 12 novembre ainsi que leur lieu de détention et les motifs de leur arrestation. Elle demande également aux autres gouvernements de faire le nécessaire pour obtenir ces renseignements et de prendre des mesures concrètes pour empêcher que les personnes détenues ne soient maltraitées et ne deviennent des prisonniers d'opinion.

2. Les troubles au Timor oriental

Légende photo : Timor oriental. Des manifestants envahissent les rues de la capitale, Dili, le 15 novembre 1994 © Jeff Widener/AP

Entre le 12 et le 15 novembre, les troubles et les affrontements parfois violents qui ont opposé la population aux forces de sécurité, à Dili et dans d'autres villes plus petites du Timor oriental, se sont soldés par des dommages matériels, par de très nombreuses arrestations et par la mort d'un certain nombre de personnes. Amnesty International ne cautionne pas ces actes violents et reconnaît le droit des autorités policières de détener et de faire traduire en justice les responsables. Cependant, elle s'inquiète à l'idée que les personnes détenues risquent d'être torturées ou maltraitées ou que les autorités pourraient se servir de la violence comme d'un prétexte pour arrêter et emprisonner des militants indépendantistes non violents.

Les troubles auraient été déclenchés par le meurtre, le 12 novembre, au marché de Becora à Dili, d'un marchand du Timor oriental, Mario Vicente, à la suite d'un différend qui l'avait opposé à un commerçant de l'île de Sulawesi. En l'espace d'une heure, des centaines de Timorais de l'Est se sont rassemblés pour protester contre le meurtre. La manifestation a vite dégénéré en violences au cours desquelles des boutiques, des maisons et des véhicules ont été détruits. Les troubles se sont poursuivis jusque tard dans la nuit et ont repris le jour suivant. Selon un témoignage, le matin du 13 novembre, une quarantaine de manifestants ont défilé jusqu'à l'hôtel Mahkota, où ils ont déployé des banderoles portant des messages tels que « Libérez le Timor oriental » tout en criant des slogans en faveur de l'indépendance. Selon certaines informations non confirmées, une foule se serait rassemblée dans le quartier Leceidere de Dili et aurait remplacé le drapeau indonésien par celui du mouvement de résistance du Timor oriental.

Les autorités policières et militaires ont affirmé que des personnes avaient attaqué les maisons et les boutiques des immigrants dans plusieurs quartiers de la ville, notamment à Audian, Balide, Becora, Bidau Santana, Colmera, Kuluhun, Manluana et Santa Cruz. Le chef de la police, Andreas Sugianti, a décrit les troubles en ces termes : « La foule était déchaînée. Les gens couraient après les policiers en leur jetant des pierres. Sans nos casques, nous aurions pu nous aussi être blessés. »⁶ Sur la place du marché à Colmera, la foule se serait affrontée aux forces de police et aux brigades de police mobile. Les forces de sécurité sont parvenues à disperser la foule avec des gaz lacrymogènes et, à la nuit tombante, les soldats ont commencé à procéder à de nombreuses arrestations.

⁶Reuter, 14 novembre 1994.

La violence a de nouveau éclaté le 14 novembre. Quelque 600 étudiants ont jeté des pierres sur la police antiémeutes près de l'Université du Timor oriental, à Dili. Selon une autre source, des manifestants en colère ont attaqué l'hôtel Turismo de Dili, brisant les fenêtres et provoquant des dommages matériels. Des troubles et des manifestations en faveur de l'indépendance ont également été signalés en dehors de Dili, à Baucau, Ermera, Lospalos, Maliana et Manatuto, notamment. Le 15 novembre, une manifestation en faveur de l'indépendance aurait eu lieu à l'Université du Timor oriental. Selon certaines informations, environ 300 étudiants ont manifesté pendant près de trois heures alors que le campus était encerclé par la police et l'armée. Aucune violence n'a été signalée.

Arrestations et décès au Timor oriental

Le 14 novembre, les autorités policières ont annoncé qu'elles avaient arrêté environ 80 personnes après ces événements et que celles qui étaient détenues seraient inculpées d'infractions de droit commun. Le chef de la police, Andreas Sugianti, a déclaré aux journalistes : « Ces personnes ont allumé des incendies et lancé des pierres. Ce sont là des actes criminels, c'est la raison pour laquelle nous les avons arrêtés. Elles seront traduites en justice. »⁷ Le jour suivant, la police a annoncé que sur les 80 personnes arrêtées et interrogées, seules 11 n'avaient pas été libérées. Ce chiffre est passé à 16 en cours de journée.⁸ Cependant, comme à leur habitude, les autorités militaires n'ont pas précisé combien de personnes se trouvaient entre leurs mains. Le nombre de personnes encore détenues n'est donc pas connu avec précision.

⁷Reuter, 14 novembre 1994.

⁸Reuter, 14 novembre 1994.

⁹Reuter, 14 novembre 1994.

Selon des sources indépendantes, le nombre de personnes détenues à la date du 15 novembre était plus près de 250. Parmi ces personnes, une centaine environ ont été arrêtées dans la région de Colmera, 80 dans la région de Santa Cruz et au moins 70 après les affrontements du 14 novembre à l'université de Dili. Les sources indépendantes qui ont fourni ces informations ne connaissaient pas le lieu de détention des personnes arrêtées et ne pouvaient confirmer leur nombre avec certitude.

Les autorités policières ont annoncé, le 14 novembre, qu'il n'y avait eu aucun mort pendant les trois jours de troubles et d'émeutes, mais que certaines personnes avaient été blessées. Cependant, des informations non encore confirmées en provenance de sources indépendantes font état de trois Timorais de l'Est poignardés à mort par des soldats ou des membres des services de renseignement indonésien. Une des personnes décédées serait Fernando (alias Nando), originaire de Suai et vivant à Kuluhun, à Dili. Il aurait été tué à Kuluhun, le 13 novembre, par un membre du bataillon 745. Deux autres hommes, qui auraient pris part aux affrontements et dont on ignore le nom, auraient été tués le même jour, dans les quartiers de Laelubar et de Santa Cruz à Dili.

3. Responsabilités de la communauté internationale

La réaction internationale face à l'occupation de l'ambassade des États-Unis et aux troubles de Dili a montré que plusieurs gouvernements se souciaient de la situation politique et des droits de l'homme au Timor oriental. Le secrétaire d'État américain, Warren Christopher, a déclaré aux journalistes le 15 novembre que le gouvernement américain ferait part aux autorités indonésiennes, lorsqu'il les rencontrerait en réunion, de ses préoccupations en matière de droits de l'homme. Cette promesse a été réitérée par le président Clinton, le 15 novembre, à la veille de sa rencontre bilatérale avec le président Suharto⁹. Le Premier ministre du Canada, Jean Chrétien, a pour sa part dit aux journalistes qu'il avait évoqué les événements ayant eu lieu récemment à Djakarta et au Timor oriental lors d'une réunion avec le président Suharto. Contrairement à son habitude, le gouvernement du Japon a annoncé, le 15 novembre, que la situation des droits de l'homme au Timor oriental serait prise en compte lors des discussions relatives à l'attribution d'aide au développement à l'Indonésie.

⁹Reuter, 15 novembre 1994.

Ces préoccupations et ces promesses sont les bienvenues mais, aux yeux d'Amnesty International, si elles ne sont pas suivies immédiatement de mesures concrètes, elles ne garantissent nullement que les personnes actuellement détenues seront en sécurité et ne seront pas maltraitées. Le 15 novembre, les gouvernements des États-Unis, du Canada, du Japon ou d'autres pays ne semblaient pas avoir pris de mesures concrètes pour assurer la sécurité des personnes en danger.

Le gouvernement du Portugal semble avoir fait exception, mais ses possibilités étaient limitées du fait que ce pays n'a pas de mission diplomatique à Djakarta. Le 14 novembre, le Premier ministre portugais a annoncé que son pays accorderait l'asile politique aux 29 personnes se trouvant toujours dans l'ambassade, une offre qui semblait intéresser les manifestants. Le président du Portugal a demandé au gouvernement américain de s'assurer que les personnes se trouvant encore en garde à vue étaient traitées avec humanité et pouvaient bénéficier de conseils d'avocats. Il l'a également prié d'obtenir des informations complémentaires sur les charges retenues contre les manifestants.¹⁰

¹⁰Reuter, 14 novembre 1994.

La réponse du gouvernement américain à ces propositions a été quelque peu décevante. D'après les déclarations de responsables américains, le gouvernement des États-Unis ne semblait pas avoir l'intention d'intervenir directement pour assurer la sécurité des personnes détenues à Djakarta, à Dili ou ailleurs. Il n'était pas non plus possible de savoir s'il allait faciliter ou non le transfert au Portugal des 29 Timorais de l'Est se trouvant encore dans l'enceinte de l'ambassade. En fait, le président Clinton a laissé entendre dans ses déclarations que le gouvernement américain allait plutôt encourager les étudiants à quitter l'ambassade. Lors d'un discours prononcé à Djakarta, Bill Clinton a affirmé que le gouvernement indonésien avait promis aux autorités américaines qu'aucune sanction ne serait prise à l'encontre des 29 manifestants lorsqu'ils quitteraient l'ambassade. Il a déclaré :

« Nous avons reçu l'assurance qu'ils [les manifestants] ne seraient pas sanctionnés pour avoir exprimé leurs opinions politiques ... Je suis convaincu que l'engagement qui nous a été donné sera respecté. »¹¹

¹¹Reuter, 14 novembre 1994.

La torture et les mauvais traitements infligés aux militants du Timor oriental par les forces de sécurité indonésiennes constituant une pratique bien établie dans ce pays, Amnesty International craint que ces promesses seules ne suffisent pas à assurer la sécurité des personnes qui se trouvent à l'intérieur de l'ambassade. C'est pourquoi elle demande instamment au gouvernement américain et aux autres gouvernements ayant des représentants diplomatiques à Djakarta de s'assurer qu'aucune des personnes actuellement détenues n'est torturée ou maltraitée et que ceux qui se trouvent dans l'enceinte de l'ambassade ne seront pas arbitrairement arrêtés s'ils la quittent. L'Organisation demande aux gouvernements de :

- faire le nécessaire pour aider les Timorais de l'Est qui souhaitent profiter de l'offre d'asile du gouvernement portugais à sortir en toute sécurité de l'Indonésie ;
- demander des précisions sur l'identité et le sort des personnes détenues en Indonésie et au Timor oriental en relation avec le mouvement de protestation du 12 novembre ;
- rendre visite aux personnes détenues ou s'assurer qu'elles reçoivent la visite de représentants du Comité international de la Croix Rouge ou d'autres instances indépendantes ;
- chercher à obtenir des renseignements précis sur les charges retenues contre les

manifestants et faire pression pour que les personnes détenues uniquement en raison de leurs activités ou opinions non violentes soient libérées immédiatement et sans condition ;

– s'assurer que toutes les personnes détenues bénéficient de l'assistance d'un avocat de leur choix à tous les stades de l'enquête, comme le prévoient la législation indonésienne et le droit international ;

– s'assurer que tous les détenus peuvent communiquer régulièrement et sans entraves avec leurs proches et des professionnels de la santé ; – demander des précisions sur les circonstances entourant la mort de Mario Vicente, à Dili, le 12 novembre 1994 ainsi que des renseignements sur l'homicide présumé de trois autres Timorais de l'Est par les forces militaires, le 13 novembre.